

LES PERSONNELS ONT GAGNÉ DES AVANCÉES POUR LA RENTRÉE 2025 : IL FAUT MAINTENIR LA PRESSION !

Cette période de l'année voit l'arrivée dans les académies, les départements puis les établissements des moyens pour la préparation de la rentrée 2025, avec les fameuses dotations horaires globales (DHG). Cette année ces enveloppes seront une nouvelle fois insuffisantes. Il y a tout de même de réelles avancées puisque le gouvernement a renoncé à la suppression des 4000 postes du budget Barnier et le ministère de l'Éducation nationale enterre petit à petit le "choc des savoirs". Ces avancées sont le fruit de la combativité des personnels qui ont maintenu la pression en se mobilisant malgré l'instabilité politique.

SUD éducation n'avait cessé de répéter que le service public d'éducation ne se remettrait pas de 4000 nouvelles suppressions de postes : c'est un soulagement de voir l'abandon du projet. Néanmoins, les annonces restent insuffisantes et il faut gagner davantage de créations de postes pour assurer le remplacement des personnels absents, leur formation et la baisse du nombre d'élèves par classe.

Volume et utilisation de la DHG : seule la lutte paie

La DHG d'un établissement obéit à un calcul qui semble complexe, mais qui est finalement plus simple qu'il n'en a l'air : à la dotation dite « à la structure » (heures réglementaires en fonction du nombre de divisions) s'ajoutent les heures statutaires (heure de labo, UNSS...) et les heures spécifiques (liées au classement de l'établissement, aux dispositifs mis en œuvre, etc...).

C'est à partir de ce calcul que les DSDEN établissent la DHG de chaque établissement en prenant en compte son histoire et le rapport de force qui est ou n'est pas instauré.

Des moyens pour l'école publique

Les remontées des collègues sont d'ors et déjà inquiétantes. Dans le Cher, les dotations sont en baisse sur les heures postes accentuant le nombre d'HSA. Des DHG ayant les mêmes conséquences chaque année, des classes surchargées et une dégradation des conditions de travail et d'enseignement.

Il nous devient de plus en plus compliqué de prendre en compte la diversité des élèves. Cette diminution d'heures entraînera donc la suppression de projets ou d'heures dédoublées. Les enseignants ont moins de temps pour chaque élève, ceci se fait de nouveau au détriment de la réussite des élèves. Il ne s'agit pas pour nous de gérer la pénurie, ce que nous voulons, c'est une augmentation des moyens alloués à l'éducation.

Et maintenant ? S'organiser et se mobiliser !

La lutte locale doit donc être le moteur d'une mobilisation plus large. Pour cela, toutes les formes de mobilisation sont bonnes à prendre, en fonction de la situation locale, et ne s'excluent pas les unes les autres : vote et motions en CA, pétitions, actions médiatiques, manifestations, blocages, grève. Mais ce qui est certain, c'est que nous n'obtiendrons pas de moyens supplémentaires sans rapport de force.

SUD éducation appelle les personnels, forts de ces avancées, à maintenir la pression pour le service public d'éducation afin de gagner :

- **l'abrogation des réformes de tri social à l'école ;**
- **l'attribution de moyens à l'école pour recruter davantage, mieux rémunérer, et baisser le nombre d'élèves par classe ;**
- **la création d'un statut de la Fonction publique pour les AESH ;**
- **la reconstruction de l'éducation prioritaire ;**
- **le désamiantage et la reconversion écologique du bâti scolaire.**

